DEPARTEMENT DES
LANDES
ARRONDISSEMENT DE
DAX
COMMUNE DE SOUPROSSE

Nombre de conseillers élus :

15

Conseillers en fonction :

15

Conseillers présents et
représentés :

15

PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du 18 Février 2025 à 19 H

Sous la présidence de Monsieur Christian DUCOS, Maire.

Présents : M. DUCOS Christian – Mme DUFAU Sylvie - M. DUPOUY Philippe – Mme LAPEYRE Colette - M GUEHEL Dominique – Mme CARRERE Françoise - Mme ROQUES Laurence – M. LACOUTURE Éric - Mme MAUVOISIN Christine - M. LARREZET Xavier – Mme DOUSSAN Béatrice - Mme RASOAMAHARO Marlène - M. SAUBIGNAC Thierry - M. JABOT David

Absents excusés : M. BATS Aurélien (donne pouvoir à Mme ROQUES Laurence)

Secrétaire de séance : M. Eric LACOUTURE

Date de convocation : 07 Février 2025

DCM 2025.02.001

Adoption compte financier unique 2024 Budget principal Commune

Rapporteur : Mme Sylvie DUFAU

Mme Sylvie DUFAU expose :

Le Compte Financier Unique (CFU) est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de rendus de comptes.

Le vote du CFU constitue ainsi l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le Conseil municipal doit se prononcer sur le CFU 2024 avant le 30 juin 2025. Le rapport de présentation du CFU est présenté à l'assemblée délibérante.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter le compte financier unique 2024 du budget principal Commune défini comme suit :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL CUMULÉ	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Résultats reportés		669 748,45	-362 585,26			307 163,19
Opérations de l'exercice	1 024 342,32	1 308 742,83	1 225 161,64	1 106 853,22	2 249 503,96	2 415 596,05
Résultats de l'exercice		284 400,51	-118 308,42			166 092,09
Résultat de clôture		954 148,96	-480 893,68			473 255,28
Restes à Réaliser			-600 650,00	305 765,00	-294 885,00	
Résultats cumulés		954 148,96	-775 778,68			178 370,28

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment l'article L2121-31 relatif au compte administratif et au compte de gestion,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, notamment son article 9 modifié par l'article 48 du décret 92- 125 du 6 février 1992,

Vu les budgets primitif, supplémentaire et décisions modificatives de l'exercice 2024,

Considérant la mise en œuvre anticipée du CFU à compter de 2025, au titre de l'exercice 2024 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents,

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président.

Dans ce cas, le maire peut assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote ;

Considérant que, dans ce cadre, Monsieur le Maire a quitté la séance et le Conseil municipal a siégé sous la présidence de Mme Sylvie DUFAU, Première adjointe, pour le vote du compte financier unique,

Après en avoir délibéré, Le Conseil municipal, hors de la présence de Monsieur le Maire :

- adopte à l'unanimité le Compte Financier Unique 2024 du budget principal de la Commune de SOUPROSSE.

DCM 2025.02.002**Adoption compte financier unique 2024 Budget annexe Irrigation**

Rapporteur : M. Philippe DUPOUY

Le rapporteur expose :

Le Compte Financier Unique (CFU) est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de rendus de comptes.

Le vote du CFU constitue ainsi l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le Conseil municipal doit se prononcer sur le CFU 2024 avant le 30 juin 2025. Le rapport de présentation du CFU est présenté à l'assemblée délibérante.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter le compte financier unique 2024 du budget annexe Irrigation défini comme suit :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL CUMULÉ	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Résultats reportés		101 986,63		2 657,09		104 643,72
Opérations de l'exercice	235 032,18	268 494,30	55 027,92	71 010,33	290 060,10	339 504,63
Résultats de l'exercice		33 462,12		15 982,41		49 444,53
Résultat de clôture		135 448,75		18 639,50		154 088,25
Restes à Réaliser			18 421,00		-18 421,00	
Résultats cumulés		135 448,75		218,50		135 667,25

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment l'article L2121-31 relatif au compte administratif et au compte de gestion,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, notamment son article 9 modifié par l'article 48 du décret 92- 125 du 6 février 1992,

Vu les budgets primitif, supplémentaire et décisions modificatives de l'exercice 2024,

Considérant la mise en œuvre anticipée du CFU à compter de 2025, au titre de l'exercice 2024 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents,

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président.

Dans ce cas, le maire peut assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote ;

Considérant que, dans ce cadre, Monsieur le Maire a quitté la séance et le Conseil municipal a siégé sous la présidence de Mme Sylvie DUFAU, Première adjointe, pour le vote du compte financier unique,

Après en avoir délibéré, Le Conseil municipal, hors de la présence de Monsieur le Maire :

- adopte à l'unanimité le Compte Financier Unique 2024 du budget annexe Irrigation de SOUPROSSE.

DCM 2025.02.003

Adoption compte financier unique 2024 Budget annexe Lotissement Les Terrasses de l'Adour

Rapporteur : Mme Sylvie DUFAU

Mme Sylvie DUFAU expose :

Le Compte Financier Unique (CFU) est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de rendus de comptes.

Le vote du CFU constitue ainsi l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le Conseil municipal doit se prononcer sur le CFU 2024 avant le 30 juin 2025. Le rapport de présentation du CFU est présenté à l'assemblée délibérante.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter le compte financier unique 2024 du budget annexe Lotissement Les Terrasses de l'Adour défini comme suit :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL CUMULÉ	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Résultats reportés		344 353,34	- 394 339,00		- 49 985,66	
Opérations de l'exercice	427 052,48	453 937,65	140 214,72	394 339,00	567 267,20	848 276,65
Résultats de l'exercice		26 885,17		254 124,28		281 009,45
Résultat de clôture		371 238,51	-140 214,72			231 023,79
Résultats cumulés		371 238,51	-140 214,72			231 023,79

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment l'article L2121-31 relatif au compte administratif et au compte de gestion,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, notamment son article 9 modifié par l'article 48 du décret 92- 125 du 6 février 1992,

Vu les budgets primitif, supplémentaire et décisions modificatives de l'exercice 2024,

Considérant la mise en œuvre anticipée du CFU à compter de 2025, au titre de l'exercice 2024 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents,

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président.

Dans ce cas, le maire peut assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote ;

Considérant que, dans ce cadre, Monsieur le Maire a quitté la séance et le Conseil municipal a siégé sous la présidence de Mme Sylvie DUFAU, Première adjointe, pour le vote du compte financier unique,

Après en avoir délibéré, Le Conseil municipal, hors de la présence de Monsieur le Maire :

- adopte à l'unanimité le Compte Financier Unique 2024 du budget annexe Lotissement Les Terrasses de l'Adour.

DCM 2025.02.004

Adoption compte financier unique 2024 Budget annexe Lotissement

Bonjour 3

Rapporteur : Mme Sylvie DUFAU

Mme Sylvie DUFAU expose :

Le Compte Financier Unique (CFU) est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les mêmes fonctions de rendus de comptes.

Le vote du CFU constitue ainsi l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le Conseil municipal doit se prononcer sur le CFU 2024 avant le 30 juin 2025. Le rapport de présentation du CFU est présenté à l'assemblée délibérante.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter le compte financier unique 2024 du budget annexe Lotissement Bonjour 3 défini comme suit :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL CUMULÉ	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Résultats reportés						
Opérations de l'exercice	65 167,42	65 167,42	65 167,42	0,00	130 334,84	65 167,42
Résultats de l'exercice		0,00	- 65 167,42		- 65 167,42	
Résultat de clôture		0,00	- 65 167,42		- 65 167,42	
Résultats cumulés		0,00	- 65 167,42		- 65 167,42	

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment l'article L2121-31 relatif au compte administratif et au compte de gestion,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, notamment son article 9 modifié par l'article 48 du décret 92- 125 du 6 février 1992,

Vu les budgets primitif, supplémentaire et décisions modificatives de l'exercice 2024,

Considérant la mise en œuvre anticipée du CFU à compter de 2025, au titre de l'exercice 2024 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents,

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président.

Dans ce cas, le maire peut assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote ;

Considérant que, dans ce cadre, Monsieur le Maire a quitté la séance et le Conseil municipal a siégé sous la présidence de Mme Sylvie DUFAU, Première adjointe, pour le vote du compte financier unique,

Après en avoir délibéré, Le Conseil municipal, hors de la présence de Monsieur le Maire :

- adopte à l'unanimité le Compte Financier Unique 2024 du budget annexe Lotissement Bonjour 3.

DCM 2025.02.005

Affectation des résultats 2024 Budget principal Commune

Rapporteur : Sylvie DUFAU

Le Conseil Municipal, après avoir approuvé le Compte Financier Unique (CFU) du budget principal Commune de l'exercice 2024,

Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2024

Constatant que le Compte Financier Unique (CFU) fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de :	284 400,51
- un excédent reporté de :	669 748,45
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :	954 148,96
- un déficit d'investissement de :	- 480 893,68
- un déficit des restes à réaliser de :	- 294 885,00
Soit un besoin de financement de :	775 778,68

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2024 comme suit :

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2024 : EXCÉDENT	954 148,96
AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE EN RÉSERVE (1068)	775 778,68
RÉSULTAT REPORTÉ EN FONCTIONNEMENT (002)	178 370,28
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (001) : DÉFICIT	- 480 893,68

DCM 2025.02.006**Affectation des résultats 2024 Budget annexe Irrigation**

Rapporteur : Philippe DUPOUY

Le Conseil Municipal, après avoir approuvé le Compte Financier Unique (CFU) du budget annexe Irrigation de l'exercice 2024,

Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2024

Constatant que le Compte Financier Unique (CFU) fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de :	33 462,12
- un excédent reporté de :	101 986,63
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :	135 448,75
- un excédent d'investissement de :	18 639,50
- un déficit des restes à réaliser de :	- 18 421,00
Soit un besoin de financement de :	0,00

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2024 comme suit :

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2024 : EXCÉDENT	135 448,75
AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE EN RÉSERVE (1068)	0,00
RÉSULTAT REPORTÉ EN FONCTIONNEMENT (002)	135 448,75
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (001) : EXCÉDENT	18 639,50

DCM 2025.02.007**Tarifification sociale cantine scolaire : renouvellement convention triennale avec l'Etat**

Rapporteur : Colette LAPEYRE

Depuis le 1^{er} avril 2019, l'Etat soutient la mise en place de la tarification sociale dans les cantines scolaires, pour permettre aux enfants des familles les plus modestes de manger à la cantine pour 1 €. Depuis le 1^{er} janvier 2021, le montant de l'aide de l'Etat est porté de 2 € à 3 € par repas servi et facturé à 1 € au moins aux familles.

L'aide est versée à deux conditions :

- La grille tarifaire de restauration scolaire doit prévoir au moins trois tranches, calculées selon les revenus des familles (Quotient familial) ;
- La tranche la plus basse de cette tarification ne doit pas dépasser un euro par repas.

Les communes et intercommunalités concernées sont :

- Les communes éligibles à la fraction cible de la Dotation de Solidarité Rurale qui ont conservé la compétence cantine ;
- Les établissements publics de coopération intercommunale ayant la compétence cantine lorsque deux tiers au moins de leur population habitent dans une commune éligible à la DSR cible.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2022.03.031 en date du 14 mars 2022 instaurant la tarification sociale de la cantine scolaire pour les enfants de l'école primaire de Souprosse ;

Vu la convention triennale « Tarification sociale des cantines scolaires » établie entre l'Etat et la Commune de Souprosse pour une période de trois ans à compter du 30 mars 2022, actuellement en cours ;

Vu la délibération du conseil municipal n°2024.08.075 en date du 19 Août 2024 portant modification des tarifs de cantine scolaire à compter du 1^{er} septembre 2024 ;

Considérant le soutien de l'Etat pour la mise en place de la tarification sociale dans les cantines scolaires,

Considérant qu'il convient de garantir à tous les enfants l'accès au restaurant scolaire et de favoriser la mixité sociale ;

Considérant la volonté des élus de renouveler ce dispositif ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE :

- de renouveler le dispositif de tarification sociale de la cantine scolaire à compter du 31 mars 2025,
- d'appliquer les tarifs suivants pour les repas des élèves :

Tarifs cantine scolaire	
Quotient familial	TARIF UNIQUE
En dessous de 1000	1,00 €
De 1001 à 1500	2,00 €
De 1501 et au-dessus	3,00 €

- Les familles qui n'auront pas fourni leur quotient familial se verront appliquer le tarif de 3 € par repas.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention triennale avec l'Etat

DCM 2025.02.008

Lotissement Bonjour 3 : dénomination des voies et numérotation des lots

Rapporteur : Christian DUCOS

Exposé :

Considérant qu'il convient d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numérotation pour faciliter le repérage pour les services de secours (SAMU, pompiers, gendarmes), le travail des préposés de la poste et d'autres services publics ou commerciaux, la localisation GPS.

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de valider le principe de procéder au nommage et au numérotage des voies de la commune et d'autoriser l'engagement des démarches préalables à leur mise en œuvre.

Considérant qu'il appartient également au conseil municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux voies et lieux-dits de la commune, y compris les voies privées ouvertes à la circulation.

Considérant que la dénomination des voies est laissée au libre choix du Conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Considérant que le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le maire peut prescrire en application de l'article L. 2213-28 du Code général des collectivités territoriales aux termes duquel « dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté par arrêté du maire ».

Considérant le plan de composition du futur lotissement Bonjour 3 comportant 45 lots ;

Considérant que la dénomination des rues du lotissement Bonjour 3 est présentée au conseil municipal ;

Proposition :

Le rapporteur indique à l'assemblée qu'il convient :

- d'adopter les dénominations suivantes pour les voies desservant le futur lotissement Bonjour 3 conformément à la cartographie jointe en annexe de la présente délibération :
- d'attribuer une adresse à chaque lot ;

Le Conseil Municipal, après délibération, à l'unanimité, DECIDE :

- **d'adopter** les dénominations suivantes pour les voies desservant le futur lotissement Bonjour 3 conformément à la cartographie jointe en annexe de la présente délibération :

Libellés des voies internes du lotissement Bonjour 3 :

Rue des Merles : en entrant dans le lotissement suivant le sens unique de la voie interne formant une mini boucle jusqu'à la sortie du lotissement

Rue des Palombes : démarre au Nord-Ouest du lot n°20 suivant le sens unique de la voie qui dessert la partie Est du lotissement.

Impasse des Palombes : démarre au Sud du lot n°10 jusqu'à l'entrée du lot n°12.

Rue des Grives : démarre au Sud-Est du lot n°41 suivant le sens unique de la voie qui dessert la partie Ouest du lotissement.

- **de valider** la numérotation des lots comme suit :

Lot	Adresse
Lot 1	20 Rue des Palombes
Lot 2	30 Rue des Palombes
Lot 3	40 Rue des Palombes
Lot 4	50 Rue des Palombes
Lot 5	60 Rue des Palombes
Lot 6	120 Rue des Palombes
Lot 7	140 Rue des Palombes
Lot 8	160 Rue des Palombes
Lot 9	170 Rue des Palombes
Lot 10	30 Impasse des Palombes
Lot 11	40 Impasse des Palombes
Lot 12	60 Impasse des Palombes
Lot 13	210 Rue des Palombes
Lot 14	240 Rue des Palombes
Lot 15	250 Rue des Palombes
Lot 16	290 Rue des Palombes
Lot 17	300 Rue des Palombes
Lot 18	70 Rue des Merles
Lot 19	251 Rue des Palombes
Lot 20	245 Rue des Palombes
Lot 21	217 Rue des Palombes
Lot 22	211 Rue des Palombes
Lot 23	117 Rue des Palombes
Lot 24	103 Rue des Palombes
Lot 25	53 Rue des Palombes
Lot 26	43 Rue des Palombes
Lot 27	50 Rue des Merles
Lot 28	100 Rue des Merles
Lot 29	90 Rue des Merles
Lot 30	220 Rue des Grives
Lot 31	200 Rue des Grives
Lot 32	190 Rue des Grives
Lot 33	170 Rue des Grives
Lot 34	160 Rue des Grives
Lot 35	140 Rue des Grives
Lot 36	130 Rue des Grives
Lot 37	147 Rue des Grives
Lot 38	143 Rue des Grives
Lot 39	213 Rue des Grives
Lot 40	79 Rue des Grives
Lot 41	219 Rue des Grives
Lot 42	73 Rue des Grives
Lot 43	60 Rue des Grives
Lot 44	70 Rue des Grives
Lot 45 (macrolot)	100 Rue des Grives

- **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DCM 2025.02.009

Programme construction six logements communaux Lotissement Les Terrasses de l'Adour phase 3 : attribution des premiers loyers

Rapporteur : Colette LAPEYRE

Exposé :

Considérant l'opération n°2301 « Construction de six logements au Pourquoi » sur les lots 61 à 65 du lotissement Les Terrasses de l'Adour phase 3 ; ces lots étant réservés par la commune pour la réalisation de logements sociaux ;

Considérant l'état d'avancement des travaux de 2 T2 et d'un T3, leur livraison est envisagée pour le 1^{er} avril 2025.

Plusieurs demandes de logement nous sont parvenues pour ces immeubles et ont fait l'objet d'une inscription sur liste d'attente.

Il convient donc d'attribuer les locations aux demandeurs répondant aux critères d'éligibilité pour prétendre à un logement social.

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, après délibération, à l'unanimité,

DECIDE d'attribuer à compter du 1^{er} avril 2025 :

- le T2 sis n° 575 Rue des Ecoles à Madame SEGAS Marie Josée, moyennant un loyer mensuel de 420,00 € (quatre cent vingt euros)
- le T2 sis n° 579 Rue des Ecoles à Madame COSTEDOAT Marie José, moyennant un loyer mensuel de 420,00 € (quatre cent vingt euros)
- le T3 sis n° 605 Rue des Ecoles à Monsieur LEMOINE Julien, moyennant un loyer mensuel de 500,00 € (cinq cents euros)

DEMANDE à chaque locataire le versement d'une caution représentant un mois de loyer.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les contrats de bail avec les nouveaux locataires.

PRECISE que les loyers seront révisés au terme de chaque année du contrat de location selon le dernier indice de référence des loyers connu.

DCM 2025.02.010

Attribution loyer appartement T3 Sud au Pôle santé

Rapporteur : Colette LAPEYRE

Le rapporteur informe l'assemblée que Mme Anne Marie MORESMAU, locataire du logement communal sis 50 avenue Hagenthal le Bas- Apt T3 Sud à SOUPROSSE, nous a adressé un courrier reçu en mairie en date du 30 décembre 2024, indiquant son intention de résilier le contrat de location.

A ce jour une demande nous est parvenue pour ce logement.

Le Conseil Municipal, après délibération, à l'unanimité,

DECIDE d'attribuer le logement communal sis n° 50 avenue Hagenthal le Bas- Apt T3 Sud à M. Raphaël PIROT, pour un loyer mensuel de 480 € (quatre cent quatre-vingts euros).

DEMANDE à M. Raphaël PIROT le versement d'une caution d'un montant de 480,00 € représentant un mois de loyer.

PRECISE que le contrat de bail prendra effet à compter du 1^{er} avril 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat de bail avec le nouveau locataire.

DCM 2025.02.011

Incorporation d'un bien sans maître sis lieu-dit Les Monzons dans le domaine communal

Rapporteur : Christian DUCOS

Vu le Code général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.1123-1 et suivants et R.1123-1 et suivant ;

Vu le Code civil, et notamment l'article 713,

Vu l'avis favorable de la commission communale des impôts directs ;

Vu l'arrêté municipal en date du 31 mai 2024 constatant que la parcelle sise sur la commune de Souprosse, lieu-dit Les Monzons, cadastrée section D n°0019 d'une superficie de 1810 m² satisfait aux conditions mentionnées au 2° de l'article L.1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques. Cet arrêté a été publié, notifié et affiché conformément à l'article L.1123-3 du C.G.P.P.P.

Le propriétaire ne s'étant pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité, le bien est présumé sans maître depuis le 1^{er} décembre 2024.

Considérant que le bien sis Lieu-dit Les Monzons sur la commune de Souprosse, cadastré section D n°0019 d'une superficie de 1810 m² n'a pas de propriétaire connu ;

Considérant que dans un délai de six mois à compter de la vacance présumée du bien, la commune peut par délibération du conseil municipal, l'incorporer dans le domaine communal.

L'incorporation est constatée par arrêté du maire.

Considérant que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans.

Considérant que l'éventuel propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité de l'arrêté municipal du 31 mai 2024 ci-dessus mentionné ;

Considérant que ce bien est donc présumé sans maître ;

Le conseil municipal, Après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité :

- d'incorporer le bien sis lieu-dit Les Monzons, référence cadastrale D n°0019, d'une contenance de 1810 m², présumé sans maître, dans le domaine communal.
- de préciser que Monsieur le Maire constatera cette incorporation par arrêté.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces concernant la présente délibération.

DCM 2025.02.012

Approbation convention occupation domaine public entre la Commune de Souprosse et Mme CAPMARTIN Sandra

Rapporteur : Christian DUCOS

Le rapporteur expose ce qui suit :

Considérant la demande d'installation d'un camion coiffure sur le domaine public, émanant de Mme CAPMARTIN Sandra exerçant l'activité de coiffeuse en camion ;

Considérant l'absence de salon de coiffure sur le territoire communal et afin de pallier le manque de services à la population dans ce domaine ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2213-6 et L2331-4,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2015_02_16_DEL011 en date du 16 février 2015 portant modification des tarifs de droits de voirie sur le domaine public communal pour les commerçants ambulants ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, DECIDE

- d'accepter l'installation du camion coiffure de Mme CAPMARTIN Sandra sur le domaine public communal, Place Sports et Loisirs, à compter rétroactivement du 13 janvier 2025.

- de fixer le tarif des droits de voirie comme suit :

Désignation de l'occupation

Tarif

Véhicule ambulant camion coiffure

20 € par mois

- d'accorder à Mme CAPMARTIN Sandra la gratuité les six premiers mois de l'occupation du domaine public, soit jusqu'au 12 juillet 2025.

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation du domaine public à titre précaire et temporaire avec Mme CAPMARTIN Sandra et tous documents y afférents ;

DCM 2025.02.013

Modification tarifs vente de bois communaux

Rapporteur : Philippe DUPOUY

Le rapporteur expose à l'assemblée que la Commune a adopté divers tarifs pour la vente de bois lui appartenant, pour toute personne intéressée, domiciliée dans la commune ou hors commune, par délibérations en date du 07 octobre 2013, du 16 février 2015 et 12 février 2018.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

➤ **de modifier les tarifs de vente de bois comme suit :**

Bois de chauffage coupé à 2 m :

35 € le stère au départ du chantier

40 € le stère livré au domicile

Bois sur pied : 7 € le stère au départ du chantier

DCM 2025.02.014

Subvention exceptionnelle à l'association du Comité du Mémorial Landais

Rapporteur : Christian DUCOS

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Le Comité du Mémorial Landais des Morts pour la France en Afrique du Nord sollicite notre commune pour aider à financer des travaux de réfection des noms des soldats inscrits sur les colonnes du Mémorial. Ces travaux sont engagés par le Comité du Mémorial en vue de l'organisation d'une cérémonie du souvenir qui se déroulera le 25 mars 2025, en hommage aux Landais Morts pour la France pendant la guerre d'Algérie et les combats au Maroc et en Tunisie.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil municipal, après délibération,

DECIDE de verser une subvention exceptionnelle d'un montant de 100 € à l'association du Comité du Mémorial Landais.